port concernant le Sud-Ouest Africain présenté au Comité par l'Union Sud-Africaine (ou un rapport sur la situation dans le Territoire du Sud-Ouest Africain établi par le Comité conformément au paragraphe 12, alinéa c, de la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale); ce rapport est accompagné des observations du Comité et des commentaires du représentant dûment autorisé de l'Union Sud-Africaine si le Gouvernement de l'Union décide de donner suite à la recommandation de l'Assemblée générale en désignant un représentant.

Article spécial B. — L'Assemblée générale s'inspire, en règle générale, des observations du Comité du Sud-Ouest Africain et fonde, autant que possible, ses conclusions sur lesdites observations.

PROCÉDURE CONCERNANT LES PÉTITIONS

Article spécial C. — L'Assemblée générale reçoit annuellement du Comité du Sud-Ouest Africain un rapport concernant les pétitions qui lui ont été présentées. Les comptes rendus analytiques des séances au cours desquelles les pétitions ont été examinées sont joints audit rapport.

Article spécial D. — L'Assemblée générale s'inspire, en règle générale, des conclusions du Comité du Sud-Ouest Africain et fonde, autant que possible, les siennes sur celles du Comité.

SÉANCES PRIVÉES

Article spécial E. — Par application de l'article 62 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, les séances consacrées à des décisions relatives à des particuliers sont privées.

PROCÉDURE DE VOTE

Article spécial F. — Les décisions de l'Assemblée générale sur les questions touchant les rapports et les pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain sont considérées comme questions importantes au sens du paragraphe 2 de l'Article 18 de la Charte des Nations Unies.

494^eème séance plénière,
le 11 octobre 1954.

845 (IX). Progrès de l'enseignement dans les territoires non autonomes

L'Assemblée générale,

Considérant la résolution 743 (VIII), du 27 novembre 1953, par laquelle elle a recommandé aux Membres administrants d'avoir recours le plus possible aux offres que d'autres Etats Membres peuvent leur faire, par l'intermédiaire soit du Secrétaire général, soit des institutions spécialisées intéressées ou par d'autres voies appropriées, en vue de faciliter le progrès de l'enseignement dans les territoires non autonomes par des moyens tels que l'octroi de bourses de perfectionnement, d'études et de stage à des étudiants qualifiés originaires de ces territoires,

Constatant qu'en 1953 le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a déclaré³ qu'un des éléments qui entravent la réalisation de l'autonomie des territoires non autonomes est l'insuffisance du niveau de l'enseignement dans ces territoires,

Considérant que, malgré tous les efforts que les Membres administrants font pour les améliorer, les

³ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 15, deuxième partie, par. 10.*

moyens dont la plupart des territoires non autonomes disposent pour l'enseignement et la formation à tous les degrés ne sont pas encore ce qu'ils devraient être,

1. *Invite* les Etats Membres à faire des offres généreuses de moyens d'enseignement, non seulement pour les études supérieures théoriques et pratiques, mais aussi, et en tout premier lieu, pour les études postprimaires, ainsi que pour la formation technique et professionnelle qui présente un intérêt pratique immédiat;

2. *Invite* les Etats Membres qui offrent des facilités dans le domaine de l'enseignement à envisager, dans les cas où la langue de l'enseignement diffère de celle des territoires non autonomes, la possibilité d'étendre la durée des facilités offertes au moyen d'une période préliminaire qui permettrait aux intéressés d'apprendre la langue et de se familiariser avec le pays où ils doivent faire leurs études théoriques ou pratiques;

3. *Invite* les Etats Membres à communiquer les détails de leurs offres aux Membres administrants, au Secrétaire général et aux institutions spécialisées appropriées;

4. *Recommande* aux Membres administrants d'avoir recours le plus possible, pour tous les niveaux de l'enseignement et de la formation, y compris celui de l'éducation de base, aux moyens que pourraient offrir d'autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies;

5. *Prie* le Secrétaire général d'instituer, en consultation avec les Membres administrants et les institutions spécialisées intéressées, une procédure simple qui permette de signaler à l'attention des Membres administrants les offres et les demandes faites par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées, et de soumettre ensuite les demandes aux Etats donateurs intéressés, en y joignant les observations que les Membres administrants auraient faites à leur sujet;

6. *Invite* les Membres administrants à donner, dans les territoires qu'ils administrent, la publicité appropriée aux offres de moyens d'études et de formation et à prendre telles autres mesures qui permettraient de tirer le plus grand parti possible des offres reçues;

7. *Prie* le Secrétaire général de donner, dans les documents d'information de l'Organisation des Nations Unies, des indications détaillées sur toutes les offres en question et sur la procédure à suivre pour présenter des demandes, et le prie en outre de communiquer ces indications détaillées aux institutions spécialisées, pour qu'elles leur donnent une publicité analogue dans celles de leurs publications qui conviendront;

8. *Prie* le Secrétaire général de rédiger, après avoir consulté les Membres administrants et pour l'information de l'Assemblée générale, un rapport où il donnera des indications détaillées sur les offres faites et sur la mesure dans laquelle ces offres ont été acceptées.

498^eème séance plénière,
le 22 novembre 1954.

846 (IX). Travaux du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes

L'Assemblée générale

1. *Prend acte* du rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes sur les travaux de sa session de 1954⁴;

⁴ *Ibid., neuvième session, Supplément No 18.*

2. *Approuve* le rapport spécial sur la situation économique dans les territoires non autonomes⁵, comme supplément au rapport approuvé en 1951⁶;

3. *Invite* le Secrétaire général à communiquer le rapport spécial, pour examen, aux Membres de l'Organisation des Nations Unies qui administrent des territoires non autonomes, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées intéressées;

4. *Fait sienne* la proposition, qui figure dans le rapport, tendant à demander au Secrétaire général de convoquer pour le printemps de 1955 la sixième session du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes;

5. *Invite* le Comité à présenter à l'Assemblée générale, à sa dixième session, un rapport où il accordera une attention particulière à la situation sociale dans les territoires non autonomes, notamment sur la base des renseignements communiqués au Secrétaire général en 1954;

6. *Décide* que, nonobstant les dispositions de l'alinéa a du paragraphe 4 de la résolution 218 (III) de l'Assemblée générale, en date du 3 novembre 1948, les résumés et analyses complets des renseignements envoyés au cours de l'année 1955 seront présentés à l'Assemblée générale en 1956.

498ème séance plénière,
le 22 novembre 1954.

847 (IX). Renseignements relatifs à des problèmes qui sont communs à des groupes régionaux de territoires non autonomes

L'Assemblée générale,

Ayant, depuis 1950, approuvé chaque année des rapports spéciaux sur la situation économique, sociale et culturelle dans les territoires non autonomes,

Considérant que ces rapports expriment des idées et recommandations générales qui peuvent s'appliquer à l'ensemble des territoires non autonomes,

Reconnaissant que la situation des différentes régions et de certains territoires peut poser des problèmes particuliers,

Estimant que l'étude de ces problèmes particuliers par l'Assemblée générale devrait fournir l'occasion d'exprimer des idées et des recommandations qui auraient une valeur pratique pour certains groupes régionaux de territoires,

1. *Invite* le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à examiner, à sa session de 1955, la meilleure manière de présenter à l'Assemblée générale des rapports qui lui permettent d'étudier des renseignements ou recommandations concernant les problèmes particuliers qui sont communs à certains groupes régionaux de territoires;

2. *Invite, en outre*, le Comité à examiner s'il est nécessaire d'élargir ou de modifier le Schéma en vue d'aider les Membres administrants à fournir des renseignements précis sur les problèmes spéciaux qui sont communs à certains groupes régionaux de territoires;

3. *Propose* que le Comité tienne pleinement compte des idées exprimées sur ces questions au cours des

⁵ *Ibid.*, deuxième partie.

⁶ *Ibid.*, sixième session, Supplément No 14 (troisième partie), et erratum, et document A/1836/Corr.2.

débats de la Quatrième Commission, à la neuvième session de l'Assemblée générale.

498ème séance plénière,
le 22 novembre 1954.

848 (IX). Communication spontanée de renseignements concernant le progrès politique dans les territoires non autonomes

L'Assemblée générale,

Consciente des fonctions qui lui incombent à l'égard des populations des territoires non autonomes en vertu des principes et objectifs énoncés à l'Article 73 de la Charte des Nations Unies,

Considérant que ces principes et objectifs sont ceux du progrès politique aussi bien que du progrès économique, social et culturel des populations intéressées,

Rappelant que, par ses résolutions 144 (II), 327 (IV) et 637 B (VII), elle a cherché à obtenir que les Membres qui administrent des territoires non autonomes communiquent spontanément des renseignements sur la manière dont ils préparent les populations de ces territoires à s'administrer elles-mêmes, et sur la mesure dans laquelle ils les y préparent,

Constatant avec satisfaction que certains Membres responsables de l'administration de territoires non autonomes ont déjà communiqué spontanément quelques renseignements sur le développement d'organes autonomes dans les territoires non autonomes,

Constatant en revanche que d'autres Membres n'ont pas encore communiqué de renseignements de cet ordre,

1. *Exprime de nouveau* l'opinion que la communication spontanée de renseignements sur le progrès politique des populations des territoires non autonomes est parfaitement conforme à l'esprit de l'Article 73 de la Charte;

2. *Invite* les Membres administrants intéressés à prêter à cette fin tout leur concours à l'Organisation des Nations Unies.

498ème séance plénière,
le 22 novembre 1954.

849 (IX). Cessation de la communication des renseignements visés à l'Article 73, e, de la Charte en ce qui concerne le Groenland

L'Assemblée générale,

Rappelant que, dans sa résolution 222 (III), en date du 3 novembre 1948, elle a déclaré qu'elle accueillait avec satisfaction tout progrès réalisé par les territoires non autonomes dans le sens de l'autonomie, mais que l'Organisation des Nations Unies devait être nécessairement informée de toute modification intervenue dans la Constitution et le statut de l'un quelconque de ces territoires, en vertu de laquelle le gouvernement responsable estime désormais inutile la communication de renseignements prévue à l'Article 73, e, de la Charte,

Ayant reçu une communication en date du 3 septembre 1953⁷, par laquelle le Gouvernement du Danemark informait le Secrétaire général que, par suite de l'amendement constitutionnel adopté le 5 juin 1953, le Groenland est devenu une partie intégrante du Royaume danois, placée sur un pied d'égalité avec les autres parties du Danemark, et déclarait qu'en vertu de cette modification constitutionnelle, le Gouvernement du Danemark considérait que ses responsabilités aux termes du Chapitre XI de la Charte, en ce qui concerne le

⁷ Voir le document A/AC.35/L.155 et Corr.2 et 4.